

CE MONDE QUI BOUGE

À propos de l'Otan
sunnite

C'est quelque chose d'inédit. Quelque 20 pays dont les pays du Golfe, le Pakistan, la Malaisie, la Turquie, l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie, le Soudan, le Sénégal, participent depuis dimanche dernier à l'un des plus importants exercices militaires au monde dans le nord de l'Arabie Saoudite. Dans quel but, contre qui, quel



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

ennemi, ce gigantesque déploiement de forces terrestres, aériennes et navales, baptisé «Tonnerre du Nord» et mobilisant plus de 200 000 militaires ? Ces manœuvres militaires, explique l'agence de presse saoudienne SPA, sont destinées à former des troupes à la lutte contre «les forces illégales et les groupes terroristes», dans le but de «coordonner» les efforts de ces pays pour «préserver la sécurité et la stabilité de la région». Soit. On observera que ces manœuvres ont lieu deux mois après l'annonce à Riyad d'une coalition de 34 pays musulmans, placée sous tutelle de l'Arabie Saoudite, dont l'objectif sera de «combattre le terrorisme militairement et idéologiquement». Et dont le centre de commandement est basé à Riyad, la capitale saoudienne.

Mais qui sont ces «forces illégales» – et illégales par rapport à quoi ? – et ces groupes terroristes évoqués par l'agence saoudienne ? On peut se demander si l'expression «groupes terroristes» ne désigne pas plutôt que l'Etat islamique (EI, Daesh) les houthis chiites yéménites qui contrôlent Sanaâ la capitale du Yémen, et contre lesquels l'Arabie Saoudite mène une guerre implacable à la tête d'une coalition arabe depuis mars 2015. Sans résultat autre que la destruction de sites historiques – le Yémen, ancien royaume de Saba, est un pays de vieille civilisation – et des pertes humaines estimées à plus de 10 000 civils tués par les bombardements de cette coalition. Cette guerre du Yémen, peu médiatisée, malgré les moyens mobilisés et l'aide logistique des Etats-Unis, est en train de tourner au fiasco pour le régime saoudien et notamment pour son ministre de la Défense, le prince Mohamed Ben Salmane. Tout ça pourquoi ? Parce que Riyad, qui a de tout temps considéré le Yémen comme son arrière-cour, est persuadé que l'Iran, via les houthis chiites, cherche à lui faire un enfant dans le dos.

Cette coalition de 34 pays, dont 20 participent donc aux exercices militaires et dont ne font pas partie l'Algérie, l'Irak, le Liban ni naturellement l'Iran et la Syrie, est calquée sur le modèle de l'Otan (l'Alliance atlantique dirigée par les Etats-Unis). Cet Otan «sunnite», comme l'ont dénommé certains commentateurs et experts, est dirigé contre l'Iran et ses alliés dans la région. Pour Riyad, «la menace principale n'est pas Al-Qaïda ou l'Etat islamique, mais l'Iran et ses affilés», explique Thomas Lippman, chercheur au Middle East Institute de Washington, un des meilleurs connaisseurs du royaume saoudien, cité par l'hebdomadaire français *Le Point*. Selon lui, les Saoudiens semblent obsédés par l'Iran tout comme les Turcs le sont par les Kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Si l'autre cible de cet Otan sunnite est la Syrie, puisque Riyad et ses alliés n'excluent pas une intervention terrestre en territoire syrien pour combattre officiellement l'Ei alors que tout le monde sait que c'est le régime de Damas qui est visé, cette alliance militaire a aussi des objectifs de pérennisation des Etats en faisant partie. Le petit Bahreïn où l'Arabie Saoudite a envoyé ses blindés réprimer une révolte contre la monarchie bahreïnienne en mars 2011 a sans doute servi, par anticipation, d'exemple de ce qu'il faudrait faire si l'un des 34 membres de cet Otan sunnite devenait la proie de troubles fomentés par des «forces illégales» comme le mentionne en début de cette chronique le communiqué de l'agence saoudienne.

En tout état de cause, les exercices militaires organisés par cette alliance militaire dont tous les Etats membres sont des obligés de Washington ne visent pas à venir en aide un jour aux Palestiniens. D'ailleurs, il n'en a pas été question lors du sommet de Riyad. Sur ce plan, les choses sont claires : a-t-on en effet jamais entendu depuis qu'existe le conflit israélo-palestinien un dirigeant saoudien menacer Israël ou dénoncer avec la fermeté voulue la répression et la colonisation israéliennes dans les territoires occupés palestiniens ?

Ce qui est quasi-certain aussi, c'est que cet Otan sunnite n'aurait jamais vu le jour sans l'aval des Etats-Unis et de leurs alliés. D'ailleurs, sa mise en place n'est pas perçue comme une menace par les capitales occidentales mais comme un outil de sécurité et de stabilisation régionales !

H. Z.

LOI SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Quelles suites dans les tribunaux ?

Depuis le 30 décembre dernier, les violences conjugales, le harcèlement de rue, le vol entre époux et la dépossession de la femme de ses biens sont criminalisés. Les tribunaux auront-ils pour autant du pain sur la planche ? Le mouvement associatif est sceptique et appelle d'abord au changement des pratiques sociales et à la mise en place des mécanismes pouvant inculquer la notion d'égalité homme-femme.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La loi n°15/19 du 30 décembre 2015 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal, criminalise la violence conjugale, le harcèlement de rue, le vol entre époux et la dépossession des biens de la femme par l'époux.

Cependant, pour Soumia Salhi, membre de la société civile, la Constitution algérienne garantit depuis 1962, l'égalité de droit entre les hommes et les femmes, mais ce n'est pas pour autant que la femme jouisse de ses droits autant que citoyenne. Dans ce sens, dit-elle, il y a tout un travail à faire, principalement sur ce qui concerne le changement des pratiques sociales.

La loi discriminant toute forme de violence contre les femmes, dit-elle, reste une réponse positive aux attentes de la société civile. «Cela fait plus de trente ans que le mouvement féministe algérien travaille sur la problématique de la violence», dit-elle. Ce qu'elle dénonce, par contre, c'est la clause du pardon. Pour Soumia Salhi, «les femmes jouissent des droits d'hier qui étaient interdits mais la discrimination et les violences restent leur quotidien».

Pour preuve, dit-elle, les femmes représentent une

tranche de 17% de la population qui travaille. Cependant, elles ne sont que 7% à accéder aux postes de responsabilité. Pourtant, les femmes représentent 65% des diplômés.

Pour la juriste Nadia Aït Zaï, cette loi constitue un premier pas. Elle va éduquer mais l'éducation, dit-elle, commence à l'école ensuite au sein de la famille et au travail.

L'Etat, appelle-t-elle, doit mettre en place des mécanismes pour éduquer la société sur la notion d'égalité homme-femme. «Allons-nous pour autant pouvoir, à travers cette loi, actionner des poursuites judiciaires dans une société conservatrice ?» s'interroge Gammoudi Souhila, vice-recteur de l'université d'Alger I, qui répond d'ailleurs par la négation. Selon elle, la sanction seule ne suffit pas, elle doit être accompagnée par la prévention en inculquant la culture de la non-violence dès l'enfance.

Quelques articles
de la loi n°15/19

La loi portant code pénal stipule que quiconque volontairement, cause des blessures ou porte des coups à son conjoint est puni ainsi qu'il est suivi d'un emprisonnement de un à trois ans si les blessures ou les coups n'ont occasionné



Photo : DR

La clause du pardon est vivement dénoncée.

aucune maladie ou incapacité totale de travail de plus de 15 jours. D'un emprisonnement de deux ans à cinq ans s'il y a une incapacité totale de travail de plus de 15 jours.

Dans ces deux cas, le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales. Il est prévu aussi de la réclusion à temps de dix à vingt ans, si les blessures ou les coups ont été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes.

De la réclusion à perpétuité, si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée. L'infraction est établie, que l'auteur réside ou pas dans le même domicile que la victime.

L'infraction est également établie si les violences sont commises par l'ex-conjoint et qu'il s'avère qu'elles sont en rapport avec la précédente

relation de mariage. L'auteur ne peut bénéficier des circonstances atténuantes si la victime est enceinte ou handicapée ou si l'infraction a été commise en présence des enfants mineurs ou sous la menace d'une arme. Dans ces cas, lorsqu'il y a pardon de la victime, la peine est de 5 à 10 ans de réclusion.

La loi punit, aussi d'un emprisonnement d'une année à 3 ans, quiconque commet contre son conjoint toute forme de voies de fait, ou de violence verbale ou psychologique répétée, mettant la victime dans une situation qui porte atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou psychique. Est puni aussi d'un emprisonnement de 2 à 6 mois et d'une amende de 20 000 DA à 100 000 DA, ou d'une de ces deux peines, quiconque importune une femme dans un lieu public, par tout acte, geste ou parole portant atteinte à sa pudeur.

S. A.

LES TRAVAILLEURS DE LA SOCIÉTÉ DES COURSES

EN GRÈVE DEPUIS LE 17 JANVIER

Les syndicalistes lancent un appel
au ministère de tutelle

La Fédération nationale des travailleurs des industries agroalimentaires a organisé, hier, une conférence de presse au siège de l'UGTA pour communiquer sur les dernières évolutions de la crise qui secoue le monde des courses hippiques en Algérie ainsi que les tourments dont pâtit le Parc zoologique de Ben Aknoun à Alger.

Rafik Aïouaz - Alger (Le Soir) - La grève des travailleurs de la Société des courses hippiques et du Pari mutuel (SCHPM) dure depuis plus d'un mois, «un passage obligé», selon les représentants syndicaux présents à la conférence, pour faire valoir leurs revendications.

Selon M. Zaouch, membre de la Fédération nationale des travailleurs des industries agroalimentaires, tous les moyens législatifs sont et seront utilisés pour trouver une issue au conflit qui les oppose aux dirigeants de la SCHPM. Selon l'orateur, les travailleurs ont un comportement exemplaire malgré les pressions, les intimidations et les injustices dont ils sont victimes. Les primes ont été annulées, plusieurs licenciements ont eu

lieu dont ceux de syndicalistes pour museler, selon le représentant syndical, toute personne voulant dénoncer la mauvaise gestion financière et humaine de la Société.

Chiffres en main, un membre du syndicat fait part des chiffres des recettes des agences affiliées à la SCHPM : environ 50 millions de dinars par agence et par an. «Mais les salaires sont payés avec un mois et demi de retard et on ne cesse d'être déficitaires», affirme-t-il.

M. Zaouch rappelle qu'il y a eu auparavant des accords avec la direction de la SCHPM avant que celle-ci ne soit écartée pour être remplacée par des dirigeants qui ne souhaitent pas ouvrir le dialogue. C'est pourquoi le représentant syndical a lancé un appel à toutes les personnes ayant le pouvoir de décision au niveau du ministère de l'Agriculture pour mettre fin aux écarts de gestion qui entravent le fonctionnement de la SCHPM et qui mènent l'organisme vers la faillite.

Mauvaise gestion du Parc
zoologique d'Alger ?

Le cas du Parc zoologique et des loisirs de Ben Aknoun à Alger (PZLA), qui dépend du même ministère de tutelle, a également été évoqué lors de la conférence de presse. Il y a trop de «hogra» selon Rachid

Ouazib, secrétaire général de la section syndicale de l'UGTA à l'unité zoologie. Après plusieurs années de gestion calamiteuse et la mort suspecte d'animaux du zoo, l'ancien directeur général du Parc a été condamné à la prison par la justice d'après le représentant syndical.

Un nouveau directeur général a essayé de redonner vie au parc en y apportant la sécurité, une meilleure prise en charge des animaux et en redonnant confiance aux travailleurs. Mais au bout de sept mois, il y a eu un autre changement à la tête du Parc.

Selon les syndicalistes présents à la conférence de presse, qui accusent la directrice de la zoologie du parc de graves manquements, une commission d'enquête indépendante doit prochainement se rendre sur place pour éclaircir les zones d'ombre autour des dépenses du Parc et de la prise en charge des animaux.

R. A.

RECTIFICATIF

Dans notre édition d'hier, il a été fait état d'une activité au quotidien *Echaâb* dénommé par erreur «Le peuple» tout au long de l'article. Toutes nos excuses au quotidien *Echaâb*.

L.S.A.